



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 386

17 décembre 2014



Les nouvelles courent

ENSEMBLE, Autrement! 2015

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté vous invite à mettre les dates du 22 et du 23 avril 2015 à votre agenda pour la prochaine édition d'ENSEMBLE, Autrement! L'événement aura lieu à Sherbrooke au Centre Julien-Ducharme et portera sur la lutte aux préjugés à l'endroit des personnes en situation de pauvreté. Regroupant des personnes en situation de pauvreté, des intervenantEs et des chercheurEs, ces journées seront riches, hautes en couleur et reflèteront le caractère pluriel et dynamique de la collectivité engagée dans la lutte à la pauvreté. L'appel à contributions pour les groupes sera diffusé au début du mois de janvier et les participants seront invités à s'inscrire dès le début du mois de février. Au plaisir de vous y retrouver!



Politiques d'austérité

La mobilisation doit se poursuivre!

Les mobilisations pour dénoncer les politiques gouvernementales d'austérité se sont succédé tout au long de l'automne au Québec. La plus grande s'est déroulée simultanément à Québec et à Montréal le 29 novembre dernier, sous le thème « Refusons l'austérité ».



photo: David-Maxime Samson

Une opposition forte

Ces mobilisations montrent que l'obstination idéologique du gouvernement à imposer des politiques d'austérité se heurte à une forte opposition – forte parce qu'elle s'enracine dans toutes les régions du Québec, forte parce qu'elle mobilise une multitude de milieux (communautaire, coopératif, écologiste, étudiant, féministe, syndical, etc.).

Plusieurs façons de se distinguer

Ce qui distingue le Québec du reste de l'Amérique du Nord, ce n'est pas seulement ses hivers rigoureux et son emploi du français. Le Québec est aussi la société la plus égalitaire du sous-continent, celle qui offre les programmes sociaux et les services publics les plus nombreux et les plus accessibles. Malgré son filet social plus développé qu'ailleurs, tout n'y est pas rose, bien évidemment. Cependant, ce n'est pas en opérant des coupes à hauteur de 6 milliards \$ sur deux ans, comme prévoit le faire le gouvernement, que nous pourrions améliorer collectivement notre filet social.

... suite à la page 2

suite de la page 1...

Ne pas tomber dans le piège!

Le 2 décembre dernier, le gouvernement a fait une série d'annonces dans le cadre de sa mise à jour économique et financière. Certaines d'entre elles ressemblaient plus à des manœuvres de diversion qu'à autre chose. En effet, comment ne pas voir, par exemple, dans l'instauration d'une taxe temporaire pour les banques et institutions financières, applicable durant deux ans, une façon de fermer le clapet à ceux et celles qui affirment que le gouvernement applique l'austérité de façon sélective, demandant des efforts substantiels à la classe moyenne et aux personnes en situation de pauvreté d'un côté, épargnant les mieux nantis et les grandes compagnies de l'autre? Le gouvernement souhaite-t-il détourner notre attention, nous faire oublier que les mesures d'austérité frapperont durement les personnes assistées sociales et les travailleurs pauvres?

Non, c'est non!

Le gouvernement du Québec prétend que le pire est passé, que le gros des coupes et des restructurations a d'ores et déjà été effectué. Ce qu'il oublie de dire, c'est que les répercussions, les effets négatifs de ces coupes et restructurations vont surtout se faire sentir dans quelques années. C'est pourquoi il ne faut pas baisser les bras et s'assurer que la mobilisation ne faiblit pas.

C'est d'une voix puissante, à la fois unitaire et plurielle, que les mouvements sociaux québécois ont dit NON cet automne au démantèlement progressif de l'État-providence, NON aux coupes dans les programmes sociaux, NON à la privatisation et à la tarification des services publics, NON à un « projet » de société qui ne vise qu'à la bouleverser pour pouvoir vendre – au rabais – certaines de ses composantes à des intérêts privés.

C'est d'une voix tout aussi puissante que nous devons continuer à dire NON, et ce aussi longtemps qu'il le faudra!

Cartes de Noël du Collectif Un franc succès!



photo: Mathieu Goulet

La campagne des cartes de Noël du Collectif va bon train. En fait, le Collectif est très heureux – et surpris! – de constater que les 125 000 cartes de Noël imprimées se sont envolées comme des petits pains chauds! Au terme de cette campagne, près d'un demi-million de personnes auront été en contact avec l'une ou l'autre des cartes du Collectif!

Des collectifs régionaux actifs

Les collectifs régionaux ont organisé sur leur propre base des activités de distribution. Ainsi le Collectif gaspésien pour un Québec sans pauvreté a enregistré des capsules audio pour relayer le message des cartes de Noël sur les ondes de CIEU FM, la radio de la Baie-des-Chaleurs. Le Comité régional estrien pour un Québec sans pauvreté a pour sa part fait imprimer deux des cinq cartes dans le journal régional La Nouvelle. Le Regroupement contre l'appauvrissement Rimouski-Neigette, lui, est parti avec quelque 6000 cartes sous le bras, tandis que le Collectif anti-pauvreté de Lanaudière et le Collectif de lutte contre la pauvreté Centre-du-Québec ont distribué chacun près de 5000! D'autres collectifs régionaux ont fait connaître les cartes en faisant du porte-à-porte, en les glissant dans les sacs d'épicerie ou encore en les affichant dans des commerces.

Journaux et revues

Par ailleurs, la carte à propos du salaire minimum a paru dans les publications de plusieurs membres syndicaux du Collectif, dont l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) via son Conseil central du Montréal métropolitain, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ).



photo: Mathieu Goulet

... suite à la page 3

suite de la page 2...

Les abonnéEs de Relations ont eu le plaisir de recevoir, en même temps que leur revue, la carte sur le salaire minimum qui met en scène Anne, la caissière au salaire minimum. Enfin, dans l'édition du journal Le Devoir du 13 décembre, lecteurs et lectrices ont pu y trouver un cahier spécial « Noël responsable » et... une carte du Collectif!

Des cartes géantes

L'équipe du Collectif est allé porter en main propre les cartes de Noël en format géant (24 X 36 pouces) à cinq ministres bien choisis! Ainsi, le ministre du Travail, Sam Hamad, a reçu la carte sur le salaire minimum; le ministre des Finances, Carlos Leitao, a reçu la carte sur les inégalités; le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, François Blais, celle sur les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté; le ministre responsable de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, celle sur les services publics; et le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, s'est fait remettre quant à lui la carte sur la pauvreté en tant que telle.

Peut-être que renards, oies, lapins, ours et marmottes parviendront à faire entendre le message que les mouvements sociaux s'évertuent à répéter depuis des années... Qui sait?!



Les trois porte-parole

photo: Mathieu Goulet

Voir le communiqué de presse à la page 4.

AU VOLEUR DE DIGNITÉ!

Nous sommes le comité AVEC, un groupe de citoyenNEs de toutes les régions du Québec qui agit à l'intérieur du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Notre comité est composé majoritairement de personnes en situation de pauvreté, mais aussi de chercheurEs et d'intervenantEs. Comme personnes mobilisées contre la pauvreté et l'exclusion sociale, nous sommes inquiètes des coupes qui découleront de la démarche de révision des programmes entreprise par le gouvernement du Québec. Elles auront des impacts importants sur touTEs, particulièrement sur les personnes en situation de pauvreté.

Nous nous questionnons sur la Commission de révision permanente des programmes mise sur pied par Martin Coiteux, président du Conseil du trésor, et sur sa façon de consulter la population à ce sujet. Nous soutenons que l'espace de « dialogue social » proposé par le gouvernement - sur la tribune Web « Exprimez-vous » - est un processus qui colporte plusieurs préjugés, notamment à l'égard des personnes en situation de pauvreté, et en favorise même l'émergence. Par exemple, certains commentaires laissent entendre que les gens sur l'aide sociale sont des fraudeurs et des profiteurs qui choisissent de ne pas travailler et préfèrent rester sur l'aide sociale de génération en génération. C'est bien mal connaître la réalité quotidienne des personnes à l'aide sociale que d'affirmer cela. Nous nous demandons pourquoi le gouvernement accepte de diffuser ce genre de propos désobligeants.

Non seulement les questions provoquent une avalanche de préjugés, mais elles sont également biaisées. On nous amène à réfléchir en termes de coupes, et non à un questionnement plus large qui inclurait aussi les revenus de l'État. Cette façon de faire nous laisse croire que le gouvernement pourra utiliser ces préjugés pour justifier les décisions politiques à l'issue des travaux de cette commission. D'autres options sont pourtant possibles. Rééquilibrer les finances publiques, oui, mais pas sur le dos des personnes les plus pauvres de notre société!

Les premières compressions annoncées à l'aide sociale (dans les programmes de réintégration au travail) sont injustifiées, et surtout injustes. Ce sont les gens les plus vulnérables de la société qui écopent par ce saccage, au nom d'une économie de quelques millions. Des miettes, comparé à ce que ce gouvernement tente d'aller chercher. Nous réitérons qu'il doit trouver des solutions différentes, entre autres, en augmentant ses revenus fiscaux provenant des entreprises et des mieux nantis, ou en combattant l'évasion fiscale. Le gouvernement devrait éviter à tout prix de s'en prendre

... suite à la page 4

suite de la page 3...

aux services offerts aux gens qui sont déjà en situation de précarité. Malgré ce qu'il prétend, en coupant dans l'administration, il s'en prend en réalité à la quantité et à la qualité des services offerts à la population en général, et aux personnes les plus vulnérables de la société en particulier.

Le message que nous voulons lancer est qu'il est nécessaire de préserver nos programmes sociaux. Ces programmes, tout comme la lutte à la pauvreté, ne doivent pas être vus comme des dépenses, mais comme des investissements, sur le plan humain comme sur le plan financier. Nous demandons d'ailleurs au gouvernement de prendre en compte les idées issues des travaux du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Parmi ses revendications, le Collectif identifie les services et protections publics comme des moyens concrets de lutter contre la pauvreté.

Nous, du comité AVEC, en avons assez des vagues d'austérité qui ciblent les plus mal pris de la société.

Nous crions au voleur ! Au voleur, de dignité, de santé, de droits humains, de vie !

Signé :

Le Comité AVEC du Collectif pour un Québec sans pauvreté

Michel Dubé, Noëlla Vincent, Micheline Bélisle, Michel Bellemare, Guylaine Bélanger, Christine Cadrin, Lyse Doré, France Fournier, Jean-Pierre Héту, Laurence Lavoie, Frédéric Mailhot, Mélanie Moreau, Judith Morisson, Denis Chicoine, Joan Tremblay, Sophie Boyer.

Lettre parue le 31 octobre dans le courrier des lecteurs et lectrices du journal Métro.



JOYEUSES FÊTES !

Prenez note que les bureaux du Collectif seront fermés à compter du 19 décembre et qu'ils rouvriront le 5 janvier. L'équipe de travail profite de l'occasion pour vous souhaiter un joyeux temps des Fêtes et vous offrir ses meilleurs vœux pour la nouvelle année !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Remise de cartes postales de Noël géantes au gouvernement du Québec **Même les lutinEs agissent contre l'austérité !**

Québec, 9 décembre 2014 – L'Association des lutinEs contre l'austérité (ALCA) et le Collectif pour un Québec sans pauvreté ont remis conjointement cinq cartes de Noël géantes au gouvernement du Québec. Ces cartes abordent différents thèmes liés à la lutte contre la pauvreté et portent toutes le même message : se fier à la magie de Noël pour éliminer la pauvreté, c'est comme croire que l'austérité apporte santé, bonheur et prospérité.

L'ALCA et le Collectif ont livré les cartes au premier ministre, Philippe Couillard, et à quatre autres ministres dont les décisions ont un énorme impact sur les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté : M. François Blais (Emploi et Solidarité sociale), M. Martin Coiteux (Conseil du trésor), M. Sam Hamad (Travail) et M. Carlos Leitão (Finances).

Les cartes de Noël du Collectif mettent en images cinq thèmes liés à la lutte à la pauvreté : les inégalités socioéconomiques, les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté, les protections publiques, le salaire minimum et les services publics. C'est le regard politique porté sur ces

... suite à la page 5

suite de la page 4...

enjeux qui a convaincu l'ALCA de se joindre au Collectif. « Nous avons décidé de soutenir cette action, car elle nous ramène aux enjeux politiques de la pauvreté. L'ALCA est résolument engagé dans la lutte pour l'élimination de la pauvreté. D'ailleurs, toutes les fédérations de lutinEs à travers le monde mènent actuellement des luttes pour l'amélioration des politiques sociales. Et au Québec comme ailleurs, la lutte à la pauvreté est d'abord une question de volonté politique », de s'exclamer le lutin au carré rouge, le coloré porte-parole de l'ALCA.

Une volonté politique que le gouvernement du Québec n'a visiblement pas, selon le Collectif pour un Québec sans pauvreté. « Depuis des mois, on dénonce l'effet appauvrissant des six milliards \$ de coupes que les QuébécoisEs auront à subir sur deux ans. Des coupes qui font et feront en sorte que les pauvres demeureront pauvres et que la classe moyenne s'appauvrira davantage », d'ajouter Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif. Par exemple, les hausses de tarifs combinées aux coupes majeures dans des services publics (compressions dans le développement régional, fusion des commissions scolaires, gel d'embauche dans la fonction publique) et dans les programmes sociaux (abolition du programme Alternative jeunesse, du Supplément pour le retour au travail), mettront à mal le filet de sécurité sociale québécois.

Si le Collectif est en accord avec le ministre Coiteux lorsqu'il affirme que la pensée magique ne suffit pas pour régler le problème des finances publiques, il est cependant en désaccord avec les solutions que celui-ci est en train de mettre en œuvre. « À la veille du temps des Fêtes, le Québec peut se souhaiter beaucoup mieux qu'une série de mesures guidée par un parti pris idéologique. Contrairement à ce que certainEs laissent entendre, le Québec est une société riche. Nous pouvons donc construire une société sans pauvreté, plus égalitaire et riche de tout son monde », de conclure Virginie Larivière, aussi porte-parole du Collectif.

Au terme de la campagne, quelque 500 000 personnes auront été en contact avec l'une ou l'autre des cartes du Collectif, soit par l'entremise d'activités de distribution et de porte-à-porte, soit par leur encartage ou leur impression dans différents journaux et revues.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Grande guignolée des médias 2014

Pour un partage de la richesse qui passe par la fiscalité et non par des cannes de soupe

Québec, 4 décembre 2014 – Le Collectif pour un Québec sans pauvreté salue les élans de générosité qui se sont multipliés aujourd'hui dans le cadre de La grande guignolée des médias 2014. Toutefois, une redistribution équitable des richesses par la fiscalité lui semble beaucoup plus à même d'assurer la solidarité sociale que le partage de denrées non périssables.

« Loin de nous l'idée de critiquer les groupes en sécurité alimentaire. Leur travail offre un soutien indispensable aux personnes en situation de pauvreté. », a souligné d'emblée le porte-parole du Collectif, M. Serge Petitclerc. Le Collectif ne peut cependant s'empêcher de dénoncer le fait qu'un nombre croissant de personnes n'ont d'autre choix que de fréquenter les services de derniers recours, et que ce nombre est appelé à croître encore davantage étant donné les politiques d'austérité que le gouvernement du Québec s'obstine à mettre en œuvre.

« On aurait davantage de moyens pour lutter collectivement contre la pauvreté si les gouvernements n'offraient pas des cadeaux, à longueur d'année, aux privilégiés de la société ! », s'est exclamé M. Petitclerc. Le Collectif pour un Québec sans pauvreté tient à rappeler que la moyenne des impôts payés par le quintile le plus riche de la population est passée de 26 % en 1997 à 22 % en 2011.

Le Collectif interpelle le gouvernement du Québec afin qu'il intervienne avec force dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités socioéconomiques.



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca